

programme du ministre est adopté, les saccophores creuseront des tunnels à travers des monticules de vingt pieds de hauteur après chaque ouragan. Ce programme n'aidera pas les fermiers à survivre; les six dollars ne rembourseront pas le coût des terrains laissés en jachères d'été.

Ce n'est pas un encouragement. Si le ministre veut vraiment réduire les emblavures, qu'il s'arrange pour que cela en vaille la peine. Il n'a pas le choix. Le ministre a dit: ne produisez rien d'autre.

Ce programme n'est qu'un piètre effort de la part du gouvernement pour se tirer du pétrin des excédents de blé. Et le cultivateur écope. Le programme va nuire aux bonnes pratiques agricoles et à la conservation des terres. Il faut hausser le versement par acre pour qu'il y ait un réel encouragement. Si le ministre suivait le conseil du député d'Assiniboia, il serait étonné de voir à quel point on l'appuierait. De fait, nous serions heureux de faire de la réclame au programme et de convaincre les cultivateurs d'y participer, s'il fournissait un véritable encouragement. Je soupçonne que ce n'est qu'un vœu de sa part et qu'il n'en résultera rien.

À l'avenir, les libéraux vont perpétuer l'idée d'un programme de 100 millions de dollars pour l'Ouest canadien. Même le ministre admet qu'il ne s'agit pas d'une estimation. Belle expression! De fait, ce n'est qu'un chiffre choisi au hasard. Comment savoir de combien les emblavures de blé seront réduites? Je serais étonné que le programme dépasse les 50 ou 60 millions de dollars.

D'ici le mois de juillet, les porte-parole libéraux nous parleront d'un programme de 100 millions de dollars pour l'Ouest canadien. Une fois la fumée dissipée, lorsque le gouvernement aura constaté qu'il s'agit de beaucoup moins de 100 millions de dollars, nous n'entendrons plus parler du programme. Le chiffre est artificiel, car personne, y compris le ministre, ne sait quel chiffre on atteindra. Dire qu'on injecte ce montant dans l'agriculture de l'Ouest, c'est tromper de la pire façon les cultivateurs de l'Ouest et le reste du pays.

Il semble qu'il y ait quelque chose de foncièrement amoral à payer des gens à ne pas faire quelque chose comme, par exemple, lorsqu'on paie des agriculteurs expérimentés pour ne pas produire d'aliments. Le jour viendra, dans deux ou trois ans, où nous n'aurons pas de blé. Tout le processus sera à recommencer. J'approuve jusqu'à un certain point une partie du programme proposé par le ministre. En fait, c'est une mesure attendue depuis longtemps. C'est une chose que ceux de notre parti préconisaient longtemps avant que je ne me lance dans la politique.

Bien que le programme n'aille pas assez loin, qu'il n'ait pas été mûri et ne tienne pas compte d'une quantité de problèmes auxquels les agriculteurs auront à faire face, c'est au moins un premier pas, fût-il hésitant, dans le domaine de la planification, du contrôle de la production et dans celui des prévisions commerciales, encore que le ministre n'ait pu nous donner aucune idée de ce que les cultivateurs sèmeraient à la place du blé. Tout au moins, est-ce un début.

Le gouvernement prétend qu'il s'agit seulement d'un programme d'un an. J'espère que désormais la planification et la recherche au sujet des produits et des marchés agricoles seront faites longtemps à l'avance pour qu'au moment où on les annoncera, les cultivateurs puissent prendre une décision raisonnée. Il est facile pour les députés et pour les experts agricoles de parler de diversifier les cultures. Les diversifier dans quel sens? Dans quelle mesure? À quel prix? Nous risquons de retomber dans la situation où nous nous sommes trouvés dans les années 50, où nous étions plongés jusqu'au cou dans le blé. On pressait alors les cultivateurs de se lancer dans la culture polyvalente. Pendant quatre ans, nous avons été plongés jusqu'au cou dans le porc et le bœuf. Ensuite on a poussé les gens à se spécialiser, ensuite à diversifier, puis de nouveau à se spécialiser. On nous dit maintenant de diversifier.

• (12.50 a.m.)

J'espère que ce vieux parti au pouvoir a appris que cet effort, aujourd'hui timide et tardif, de planification et de contrôle de la production doit être imposé. La décision de soutenir l'industrie par des prix garantis et par les ressources du trésor national, celui de la nation entière, donnerait à la Commission du blé les moyens de soutenir la concurrence sur les marchés internationaux. Nous pourrions lutter contre l'Australie, l'Argentine, la France—au besoin, contre tous ces pays en même temps. Mais ce ne serait pas nécessaire, je crois, une fois qu'ils sauraient que nos producteurs de blé ont l'appui des pouvoirs et des ressources du gouvernement fédéral. Les députés seraient étonnés, j'en suis sûr, de la rapidité avec laquelle ces pays respecteraient la stabilité des prix et cesseraient de baisser les leurs.

J'espère que le ministre acceptera certaines propositions de ses propres amis à la Chambre, par exemple celles du député d'Assiniboia, même s'il n'accepte pas les conseils qui lui ont été offerts par ce côté-ci de la Chambre. A mon avis, il devrait expliquer bien davantage aux agriculteurs ce que ce projet signifie pour eux et leur indiquer quelle sera pour eux la situation en augmentant la